



Conseil économique et social

Distr. générale
9 mai 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013

Genève, 1^{er}-26 juillet 2013

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2013**

Résumé

Malgré l'amélioration de la conjoncture financière mondiale et la réduction des risques à court terme, le rythme de croissance de l'économie mondiale reste hésitant. Après un ralentissement prononcé ces deux dernières années, l'activité économique mondiale devrait reprendre lentement dans la seconde moitié de 2013 et en 2014 à la faveur de politiques monétaires accommodantes dans les pays développés et les pays en développement. La plupart des régions du monde vont probablement connaître une reprise modérée de l'activité, mais au mieux la croissance restera inférieure à la croissance potentielle et la création d'emplois faible, surtout dans les pays développés. Les risques à court terme liés à la situation dans la zone euro, aux ajustements budgétaires aux États-Unis d'Amérique et au ralentissement économique dans les grands pays en développement ont diminué mais n'ont pas disparu. Dans le même temps, de nouveaux risques à moyen terme ont fait leur apparition, concernant notamment les effets contraires que pourraient avoir sur la stabilité financière mondiale des mesures monétaires non traditionnelles dans les pays développés. Ces risques sont susceptibles de faire une nouvelle fois dérailler la fragile reprise de l'économie mondiale. La priorité des décideurs dans le monde entier devrait donc être de soutenir une reprise mondiale robuste et équilibrée tout en privilégiant la création d'emplois. Il convient de renforcer la coordination internationale des politiques pour atténuer les effets de contagion des mesures adoptées par tel ou tel pays, freiner le protectionnisme, promouvoir la coopération en vue de réformer le système financier international et veiller à ce que les pays en développement, surtout les moins avancés, bénéficient d'apports de ressources suffisants.

* E/2013/100.

** Le présent document met à jour le rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2013* (Economic Situation and Prospects 2012, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.13.II.C.2), paru en janvier 2013.



Tendances macroéconomiques mondiales

Croissance mondiale hésitante en 2013, légère amélioration attendue en 2014

1. Malgré l'amélioration de la situation financière mondiale et la réduction des risques à court terme, le rythme de croissance de l'économie mondiale reste hésitant. Après un ralentissement prononcé ces deux dernières années, l'activité économique mondiale devrait reprendre lentement dans la seconde moitié de 2013. La plupart des régions du monde vont probablement connaître une reprise modérée, mais la croissance restera inférieure à la croissance potentielle. Les perspectives de base font ressortir une croissance mondiale légèrement révisée à la baisse par rapport aux prévisions présentées dans le rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2013*. On table maintenant sur une progression de 2,3 % du produit mondial brut en 2013, soit le même rythme qu'en 2012, avant un raffermissement progressif pour atteindre 3,1 % en 2014 (voir tableau 1). Demeurent plusieurs risques et incertitudes d'une importance majeure qui, faute d'être atténués, pourraient de nouveau faire dérailler la croissance mondiale, comme ce fut le cas ces dernières années.

2. Depuis la fin 2012, l'adoption de nouvelles mesures dans les grands pays développés a permis de réduire les risques systémiques et contribué à stabiliser la confiance des consommateurs, des entreprises et des investisseurs, mais n'a eu que des effets limités sur la croissance. Dans la zone euro, les primes de risque liées aux obligations souveraines des pays lourdement endettés ont nettement baissé mais l'économie réelle de ces pays est freinée par des programmes d'austérité, la faiblesse du crédit bancaire et la persistance du climat d'incertitude, de sorte qu'on ne peut attendre qu'une reprise très progressive quand le poids de ces facteurs diminuera. Les risques de recul de l'économie resteront significatifs tant que le cercle vicieux du désendettement et de la fragilité du secteur bancaire perdurera. Aux États-Unis d'Amérique, le contournement du mur budgétaire et l'assouplissement marqué de la politique monétaire, accompagnés d'une poursuite de la reprise dans le secteur du logement, ont amélioré les perspectives de croissance. Alors que la demande dans le secteur privé devrait se raffermir progressivement, les réductions automatiques des dépenses publiques et les incertitudes liées aux questions budgétaires continueront de peser sur la demande globale. Au Japon, les audacieuses mesures expansionnistes adoptées par les autorités monétaires et budgétaires devraient apporter un certain soutien à l'activité économique à court terme. Mais elles pourraient aussi déboucher sur un regain d'incertitude à moyen terme en ce qui concerne le niveau soutenable de la dette publique.

3. Les pays en développement ou en transition continuent d'enregistrer une croissance beaucoup plus forte que les pays développés. Face au ralentissement économique en 2012, nombreux sont ceux, y compris quelques grands pays d'Asie de l'Est, d'Asie du Sud et d'Amérique latine, qui ont adopté des politiques monétaires et – à un degré moindre – budgétaires plus expansionnistes en vue d'affermir la demande intérieure. Ces mesures, accompagnées d'une légère reprise de la demande extérieure, devraient donner un coup de pouce à la croissance économique en 2013. La reprise sera cependant moins forte qu'initialement prévu du fait que de nombreux grands pays dans ce groupe, notamment le Brésil, la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie sont aux prises avec d'importants problèmes

structurels. Le potentiel de croissance dans de nombreux pays en développement risque d'être inférieur à ce qu'il était avant la crise financière mondiale; on estime que la Chine, par exemple, est passée à un type de croissance plus lente mais plus viable et plus équilibrée. Les pays les moins avancés devraient connaître en 2013 une croissance plus rapide qu'au cours de ces deux dernières années. Cependant, le tassement de la demande de produits de base et la baisse de l'aide publique au développement font que le rythme de l'expansion dans ces pays sera sensiblement plus lent que pendant la période allant de 2004 à 2008.

Tableau 1
Croissance de la production mondiale, 2011-2014
(variation annuelle, en pourcentage)

	2011	2012 ^a	2013 ^b	2014 ^b	Variation par rapport aux prévisions de janvier 2013	
					2013	2014
Monde entier	2,8	2,3	2,3	3,1	-0,1	-0,1
Pays développés	1,4	1,2	1,0	2,0	-0,1	0,0
États-Unis d'Amérique	1,8	2,2	1,9	2,6	0,2	-0,1
Japon	-0,6	2,0	1,3	1,6	0,7	0,8
Union européenne	1,5	-0,3	-0,1	1,3	-0,7	-0,4
Europe des Quinze	1,4	-0,4	-0,2	1,3	-0,7	-0,3
Nouveaux membres de l'Union européenne	3,2	0,8	1,1	2,2	-0,9	-0,7
Zone euro	1,4	-0,6	-0,4	1,1	-0,7	-0,3
Autres pays européens	1,6	1,9	1,7	2,2	0,2	0,3
Autres pays développés	2,5	2,6	2,0	2,7	0,0	-0,3
Pays en transition	4,5	3,2	3,1	3,7	-0,5	-0,5
Europe du Sud-Est	1,1	-1,1	1,0	1,8	-0,2	-0,8
Communauté des États indépendants et Géorgie	4,8	3,5	3,3	3,9	-0,5	-0,5
Fédération de Russie	4,3	3,4	2,9	3,5	-0,7	-0,7
Pays en développement	5,8	4,6	5,0	5,4	-0,1	-0,2
Afrique	1,0	5,1	4,6	5,1	-0,2	0,0
Afrique du Nord	-5,6	5,6	3,6	4,4	-0,5	-0,1
Afrique de l'Est	6,3	6,1	6,2	6,3	0,1	0,2
Afrique centrale	5,1	5,5	5,3	5,4	0,6	0,9
Afrique de l'Ouest	6,1	6,4	6,7	6,9	0,1	0,1
Afrique australe	3,9	3,6	3,9	4,4	-0,1	0,0
Asie de l'Est et Asie du Sud	6,9	5,5	5,8	6,1	-0,2	-0,2
Asie de l'Est	7,1	5,9	6,1	6,3	-0,1	-0,2
Chine	9,2	7,8	7,8	7,7	-0,1	-0,3
Asie du Sud	6,4	3,9	4,7	5,4	-0,3	-0,3
Inde	7,5	5,1	5,5	6,1	-0,6	-0,4

	2011	2012 ^a	2013 ^b	2014 ^b	Variation par rapport aux prévisions de janvier 2013	
					2013	2014
Asie occidentale	6,8	3,1	3,4	3,8	0,1	-0,3
Amérique latine et Caraïbes	4,3	3,0	3,6	4,2	-0,3	-0,2
Amérique du Sud	4,5	2,5	3,5	4,2	-0,5	-0,2
Brésil	2,8	0,9	3,0	4,2	-1,0	-0,2
Mexique et Amérique centrale	4,0	4,0	3,9	4,1	0,0	-0,5
Caraïbes	2,7	2,5	3,0	3,7	-0,7	-0,1
Pays les moins avancés	3,4	3,8	5,8	5,7	0,1	0,2
<i>Pour mémoire :</i>						
Commerce mondial ^c	6,9	2,7	3,5	5,0	-0,8	0,1
Croissance de la production mondiale pondérée par les parités de pouvoir d'achat	3,7	3,0	3,1	3,8	-0,2	-0,2

Source : Département des affaires économiques et sociales.

^a Estimation partielle.

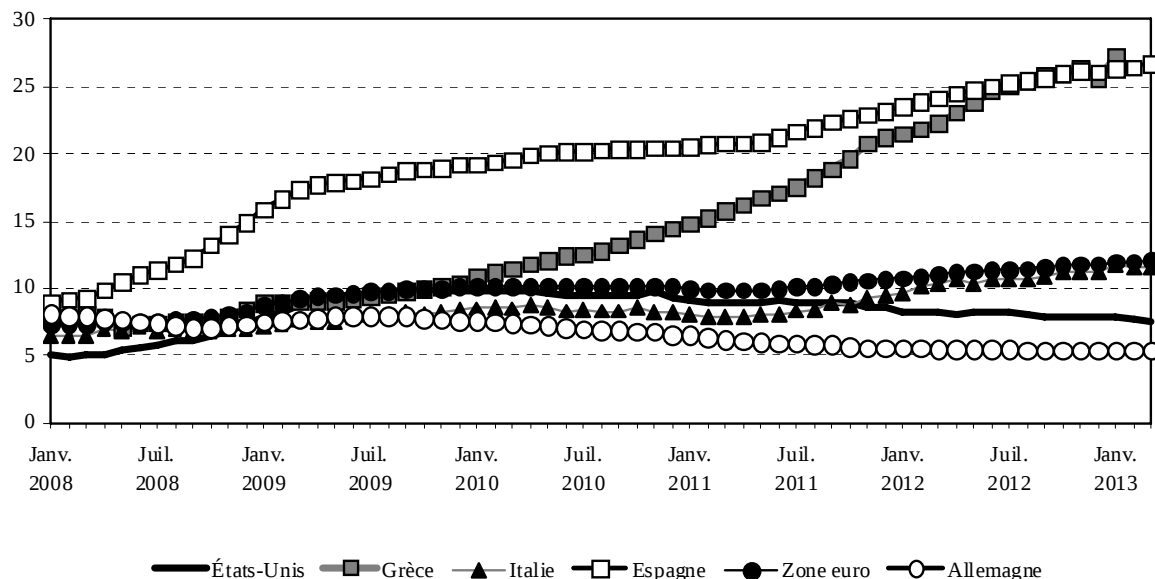
^b Prévisions reposant en partie sur le projet LINK.

^c Comprend les biens et les services.

Les marchés du travail : de nouvelles difficultés dans la zone euro

4. La situation de l'emploi demeure un problème majeur dans un grand nombre de pays du fait que l'expansion de l'économie mondiale reste bien en deçà de son niveau potentiel. Parmi les pays développés, le chômage sévit durement dans certaines parties de la zone euro, qui continuent de connaître une forte contraction de leur activité économique sur fond de rigoureux programmes d'austérité budgétaire (voir fig. 1). Au début de l'année 2013, le taux de chômage est grimpé à 26,7 % en Espagne et à 27,2 % en Grèce, dépassant 59 % chez les jeunes. De plus, le chômage n'a pas cessé d'augmenter dans d'autres pays de la zone euro comme la Belgique, la Finlande, la France et l'Italie. Le taux de chômage moyen dans la zone euro a battu un nouveau record en 2013, s'établissant à 12,1 %, et l'on prévoit un taux moyen de 12,8 % en 2014. Le taux de chômage aux États-Unis a baissé, mais il demeure élevé par rapport aux tendances passées et la baisse correspond en partie à un recul sensible du taux d'activité. Le chômage de longue durée reste près des maximums historiques. Une nouvelle amélioration est prévue pendant la période considérée, le taux de chômage aux États-Unis devant se situer autour de 7 % en 2014.

Figure 1
Taux de chômage dans certains pays développés, janvier 2008-mars 2013
 (En pourcentage de la population active, corrigé des variations saisonnières)



Source : Office statistique de la Commission européenne (EUROSTAT) et United States Bureau of Labor Statistics (Bureau des statistiques du travail des États-Unis).

5. Dans la plupart des régions en développement, les marchés du travail n'ont pas autant pâti de la faiblesse de la demande que dans les pays développés. Dans certains pays émergents, le taux de chômage est descendu en dessous des niveaux d'avant la crise financière, en particulier en Amérique latine et en Asie de l'Est. Dans ces deux régions, les perspectives en matière d'emploi restent bonnes compte tenu du récent ralentissement économique. En revanche, l'emploi demeure un problème majeur dans de nombreux pays africains, malgré des taux de croissance relativement élevés au cours des dernières années. Les pays en développement voient leur marché du travail aux prises avec de nombreuses difficultés structurelles, telles que la faiblesse des taux d'activité, en particulier chez les femmes, le chômage élevé chez les jeunes, la taille importante du secteur informel, la forte proportion d'emplois médiocres et la lenteur des gains de productivité. Les taux d'emploi par rapport à la population restent particulièrement bas en Afrique du Nord et en Asie occidentale, et ils ont sensiblement baissé en Asie du Sud ces dernières années.

Une légère reprise des échanges en prévision

6. Après avoir ralenti en 2012, la croissance des échanges internationaux devrait progresser modérément en 2013 et 2014, dans la perspective de la légère reprise attendue de la demande globale au niveau mondial. En particulier, le rapport entre la croissance du commerce mondial et celle de la production mondiale pourrait être inférieur à son niveau d'avant la crise financière.

7. En 2012, la croissance du commerce mondial en volume a subi un net recul pour s'établir à seulement 2,7 %, en raison du ralentissement de la demande d'importations intervenue à la fois dans les pays développés et dans de nombreux grands pays en développement. En Europe, la contraction de la demande d'importations a fait suite aux mesures d'austérité, au désendettement privé et à la hausse du chômage. La progression des importations a également faibli de manière sensible dans certains grands pays émergents, tels que la Chine, ce qui s'est fait durement sentir sur les exportations des pays en développement riches en ressources. En 2013, la croissance du commerce mondial en volume devrait reprendre légèrement pour atteindre 3,5 %, avant de s'affermir jusqu'à 5 % en 2014. Ces prévisions tiennent compte d'une légère hausse de la demande d'importations dans les pays développés et la plupart des régions en développement, en particulier en Asie de l'Est, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Tendances à la baisse des prix des produits de base

8. Les cours internationaux des principaux produits de base sont restés historiquement élevés, mais sont exposés à des pressions à la baisse pendant la période considérée. En 2013, l'indice moyen des prix des produits de base devrait baisser légèrement en raison de la faiblesse de la demande. Un nouveau recul de 3,3 % est prévu pour 2014 du fait que l'offre de métaux et de pétrole est appelée à augmenter nettement et que le dollar devrait s'apprécier par rapport aux autres principales monnaies.

9. Le cours du baril de pétrole brut (Brent) est resté élevé pendant la première moitié de 2013 bien que l'offre ait continué d'excéder la demande après que l'Arabie saoudite eut décidé d'exploiter une part importante de ses capacités inutilisées l'an dernier. Pour l'ensemble de l'année 2013, on prévoit que le cours moyen du baril sera de 110 dollars, soit légèrement moins qu'en 2012. À la faveur de la baisse de la demande en pétrole dans les pays développés et de l'augmentation de la production aux États-Unis et en Iraq, le cours annuel moyen devrait descendre à 100 dollars le baril en 2014. Le regain de tensions géopolitiques au Moyen-Orient pourrait cependant faire monter la prime de risque relative aux cours du pétrole.

10. Les cours des matières premières agricoles devraient fléchir en 2013 avec l'amélioration de l'offre. Les prix relativement élevés des principales denrées agricoles ces dernières années ont encouragé les agriculteurs à augmenter les surfaces cultivées. En revanche, les cours moyens des métaux et des minerais devraient augmenter légèrement en 2013, en partie par suite de la reprise prévue de l'activité industrielle mondiale dans le courant de l'année. Cependant, dans certains cas tels que ceux de l'aluminium et du cuivre, l'augmentation de la production limitera celle des prix. En 2014, les cours des métaux devraient baisser quelque peu à la suite d'une nouvelle expansion de l'offre et d'une croissance moindre des investissements en Chine.

Nouveau ralentissement de l'inflation mondiale

11. Malgré l'assouplissement monétaire de grande ampleur pratiqué par les principales banques centrales, l'inflation reste maîtrisée à l'échelle mondiale, ce qui s'explique en partie par les vastes écarts de production et le niveau élevé du chômage. La modération de l'inflation mondiale devrait s'accroître en 2013 pour descendre, de 2,9 % en 2012, à 2,6 % en 2013. Cette baisse s'explique

essentiellement par le fait que les États-Unis et l'Europe ont connu une inflation légèrement plus faible en raison de la morosité de la demande, du chômage endémique et d'une meilleure maîtrise des prix de l'énergie et de l'alimentation. Dans les pays en transition, en revanche, l'inflation devrait s'accélérer pour passer de 6 % en 2012 à 7,3 % en 2013 sous la pression à la hausse des prix des services d'utilité publique, des salaires nominaux et des dépenses publiques. L'inflation moyenne dans les pays en développement augmentera légèrement pour passer de 5,4 % en 2012 à 5,6 % en 2013. Cette hausse résultera à la fois de facteurs cycliques, notamment une reprise de la demande dans certaines parties de l'Asie de l'Est et de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de mesures ponctuelles telles qu'une réduction du subventionnement des combustibles ou une hausse des salaires minima. Plusieurs pays en développement, particulièrement en Asie du Sud et en Afrique, resteront exposés à des taux d'inflation élevés, principalement en raison d'anticipations inflationnistes fortes, d'une croissance rapide du crédit et de goullets d'étranglement structurels tels que les pénuries d'énergie. En 2014, les pressions inflationnistes mondiales devraient rester modérées même si l'activité économique, en particulier dans les pays développés, s'affermirait. La plupart des régions en développement devraient connaître une baisse modérée de l'inflation à la suite du fléchissement des cours internationaux des produits de base.

Augmentation des flux de capitaux vers les marchés émergents et menaces à l'horizon

12. On a assisté ces derniers mois à une stabilisation de la conjoncture financière mondiale, les nouvelles mesures prises dans les pays développés, notamment un recours accentué aux politiques monétaires non traditionnelles, ayant réduit les risques à court terme de variations très fortes pour l'économie mondiale. Le volume accru des liquidités à l'échelle mondiale et la propension des investisseurs à assumer un degré de risque plus élevé ont abouti à une hausse des prix des actifs dans les pays développés tout en gonflant les flux de capitaux vers les marchés émergents. Ces flux de capitaux sont principalement alimentés par des portefeuilles dont les placements sont particulièrement orientés vers les titres de dette des sociétés. Dans de nombreux pays émergents, les grandes entreprises ont profité du faible coût du crédit. Les marchés des obligations dans les pays d'Asie de l'Est ainsi qu'au Mexique et en Turquie ont accueilli des capitaux particulièrement importants fin 2012 et début 2013. Les investissements étrangers directs dans les marchés émergents se sont également amplifiés depuis la mi-2012.

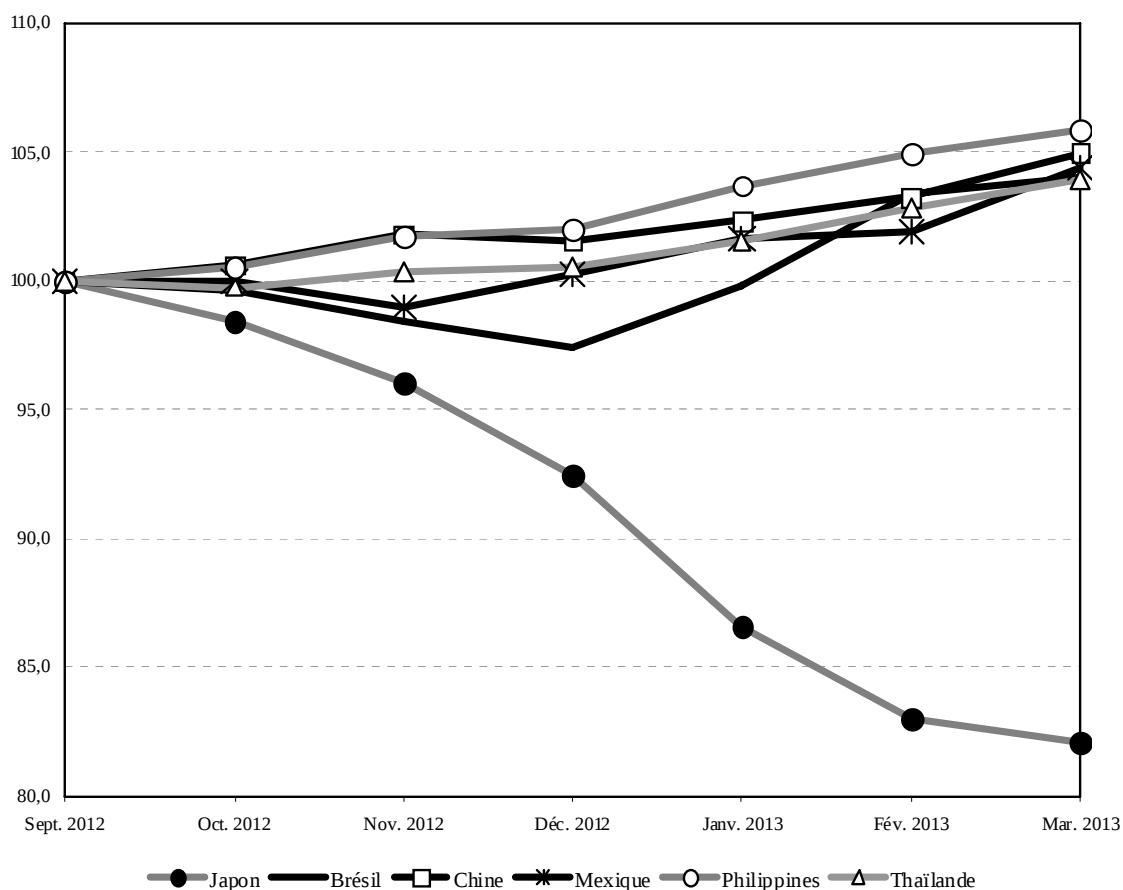
13. La tendance à la hausse des flux de capitaux privés vers les marchés émergents devrait se poursuivre si la croissance y reste robuste et si les écarts entre les taux d'intérêt se maintiennent à brève échéance. Des menaces considérables pèsent cependant sur ces marchés compte tenu des conditions actuelles où les taux d'intérêt sont bas à l'échelle mondiale, où l'instabilité est modérée et où les investisseurs sont prêts à assumer un degré de risque plus élevé. Une nouvelle envolée des flux de capitaux pourrait déboucher sur une appréciation des monnaies nationales, une croissance excessive du crédit et la constitution d'importantes bulles spéculatives sur le niveau d'endettement et les prix des actifs. On assiste à une augmentation de l'endettement des entreprises et d'une dette majoritairement libellée en devises dans certaines parties de l'Asie de l'Est et d'Amérique latine, une tendance qui, si elle persistait, pourrait aboutir à des risques comptables et une vulnérabilité accrus.

14. Contrairement aux flux de capitaux privés, le montant net de l'aide publique au développement a baissé de 6 % en valeur nominale en 2012. En valeur réelle, c'est la première fois depuis 1997 que l'aide publique au développement est en baisse deux années de suite. Le recul est essentiellement imputable à la diminution des contributions émanant des pays européens, dont beaucoup ont été soumis à de sérieuses contraintes budgétaires.

Figure 2

Taux de change effectif en valeur nominale : Japon et certains marchés émergents, septembre 2012-mars 2013

(Indice : septembre 2012 = 100)



Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, d'après des données de la Banque des règlements internationaux (BRI).

Taux de change : forte dépréciation du yen; pressions à la hausse sur les monnaies des pays émergents

15. On a vu se dessiner au cours des trois derniers trimestres deux grandes tendances sur les marchés internationaux des devises, liées à l'expansion des politiques monétaires non traditionnelles dans les pays développés et au fait que les

investisseurs ont une moindre aversion pour le risque. La première tendance a vu le yen japonais se déprécier nettement par rapport à toutes les principales devises à la suite de changements fondamentaux introduits dans la politique monétaire du Japon (voir fig. 2). Par rapport au dollar, il a perdu 22 % de sa valeur entre septembre 2012 et avril 2013. La seconde tendance a vu les monnaies de nombreux grands pays émergents s'apprécier progressivement depuis la fin 2012, principalement à la suite de la montée des apports de capitaux. Les pressions à la hausse sur les monnaies nationales ont été particulièrement importantes au Brésil, au Mexique, aux Philippines et en Thaïlande. Le yuan s'est également affermi progressivement pour atteindre son plus haut niveau depuis 19 ans par rapport au dollar au cours du deuxième trimestre de 2013. Dans plusieurs pays émergents, les décideurs ont exprimé leur préoccupation face aux variations de la compétitivité liées à l'instabilité qui a dernièrement caractérisé les taux de change et aux retombées qui en ont résulté pour leurs exportations. Le net affaiblissement du yen pèse particulièrement sur les industries d'exportation de certains pays d'Asie de l'Est (notamment la République de Corée), mais l'ampleur de son effet est encore inconnue. Les flux de capitaux vers les pays émergents devant s'accroître au cours des prochains trimestres, il est probable que les pressions à la hausse sur les monnaies nationales vont persister, particulièrement dans les pays où les perspectives économiques s'améliorent.

Perspectives régionales

Économies développées

16. Après avoir stagné fin 2012, l'économie des États-Unis a enregistré une croissance modérée au premier trimestre 2013. Parmi les améliorations mesurables, on relève une hausse sensible du cours des actions, une remarquable reprise du marché immobilier et une croissance modérée de l'emploi. Ces améliorations ont été pour une grande part causées par la poursuite des achats de titres à long terme par la Réserve fédérale et par le maintien, approuvé par le Congrès, de faibles taux d'imposition sur le revenu de la plupart des ménages. L'entrée en vigueur, en mars 2013, des réductions automatiques des dépenses publiques devrait cependant peser sur l'économie jusqu'à la fin de l'année. Cela freinera la reprise encore naissante de la consommation privée et des investissements d'entreprise. La demande extérieure des principaux partenaires commerciaux devrait rester morose en 2013. La Réserve fédérale s'étant engagée à appliquer une politique monétaire extrêmement accommodante jusqu'à ce que le taux de chômage ait baissé jusqu'à 6,5 %, on peut compter sur son soutien continu. La croissance du produit intérieur brut est prévue à 1,9 % en 2013, donc moins que les 2,2 % obtenus en 2012. Le désendettement des ménages devrait être progressivement facilité au cours des prochaines années. Devant atteindre 2,6 % en 2014 d'après les projections, la croissance du PIB pourrait conduire à une amélioration des conditions d'emprunt, un assouplissement du crédit et un accroissement des dépenses de consommation.

17. Selon les prévisions, le taux de croissance du PIB japonais, après s'être établi à 2 % en 2012, devrait tomber à 1,3 % en 2013, puis remonter à 1,6 % en 2014. Au début de l'année 2013, le nouveau Gouvernement japonais a présenté un plan de relance de la demande intérieure. Ce plan consiste en un collectif budgétaire qui augmentera de 10 300 milliards de yen (soit environ 2,2 % du PIB) les dépenses de l'administration centrale, assorti d'un nouveau mode de création monétaire par la

Banque centrale du Japon. La nouvelle politique de la Banque du Japon tente de porter le taux annuel d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, à 2 % en deux ans, en augmentant ses achats d'obligations souveraines japonaises, à concurrence de 50 000 milliards de yen par an. En provoquant une baisse des rendements sur les titres à long terme et en adoptant officiellement un objectif d'inflation, la Banque du Japon compte déclencher une révision en hausse des prévisions inflationnistes, qui devrait encourager la consommation et l'investissement. Le taux d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation devrait devenir positif, pour atteindre 0,3 % en 2013, puis 1,5 % en 2014, à supposer que soit mis en œuvre, en avril 2014, le plan d'augmentation du taux d'imposition à la consommation. Les taux de salaire devraient également augmenter modérément. D'après les projections, le taux de chômage moyen devrait baisser de 4,4 % en 2012 à 4,0 % en 2013, principalement en raison de la poursuite de la diminution de la population active. L'augmentation des revenus du travail des ménages devrait soutenir la consommation privée, notamment en 2014. La forte dépréciation récemment accusée par le yen contribuera à une reprise modérée des exportations en 2013 et 2014.

18. L'Europe occidentale reste enlisée dans la récession ou, au mieux, dans une situation de croissance extrêmement faible. Le produit intérieur brut a fortement diminué dans la plupart des pays au quatrième trimestre 2012; malgré l'amélioration de l'indice de confiance, on estime que l'activité économique a encore baissé dans la plupart des pays au cours du premier trimestre de 2013. En dépit du redémarrage de l'activité projeté au second semestre de 2013, on s'attend à une nouvelle année de croissance faible, voire négative, faute de dynamisme et de ressort. Dans la zone euro, le PIB devrait diminuer de 0,4 % en 2013 après s'être contracté de 0,6 % en 2012. Si elle est faible dans l'ensemble, la croissance présente cependant des disparités considérables selon les pays. Seule une faible expansion de 1,1 % est prévue pour 2014. En 2013, la croissance devrait être de 0,6 % en Allemagne et de 0,7 % au Royaume-Uni, tandis qu'elle devrait rester proche de zéro en France, et accuser un recul de 1,5 % et 1,7 % en Italie et en Espagne. On prévoit que les pays en crise (à l'exception de l'Irlande) enregistrent une contraction encore plus grave de leur PIB. La croissance est entravée par plusieurs freins : l'austérité budgétaire, en particulier dans les pays en crise; des systèmes bancaires précaires qui continuent à durcir les conditions d'emprunt; une demande intrarégionale exceptionnellement basse; et la réaction en chaîne provoquée par la crise de la dette souveraine qui fragilise la confiance dans toute la région. L'engrenage infernal, lié à la faiblesse des positions sur la dette souveraine et à la fragilité du secteur bancaire, perdure, de même que le cercle vicieux de l'austérité, la faible croissance, les objectifs budgétaires manqués et un regain d'austérité. Ce profil de croissance médiocre a entraîné une hausse du taux de chômage dans la majorité des pays d'Europe occidentale. Dans la zone euro, le chômage devrait augmenter, pour passer de 11,9 % en 2012 à 12,7 % en 2013, et atteindre, en 2014, 12,8 % en moyenne annuelle. L'inflation devrait ralentir encore en raison de l'important écart de production et des pressions récessionnistes exercées par les prix de l'énergie.

19. La croissance faible dans les nouveaux États membres de l'Union européenne en Europe centrale et orientale se poursuivra en 2013, une accélération de l'expansion étant cependant projetée au second semestre. La croissance de leur PIB global devrait s'accélérer, pour passer de 0,8 % en 2012 à 1,1 % en 2013, puis à 2,2 % en 2014. La République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie sont entrées dans

une phase de récession en 2012, et l'économie slovène pourrait reculer davantage en 2013. La faiblesse prolongée de la zone euro freinera les exportations des nouveaux membres de l'Union européenne ainsi que les apports d'investissement direct étranger dans la région. Si les mesures prises par la Banque centrale européenne concernant les liquidités ont atténué la pression subie par les grandes banques de l'Europe des 15 (qui distribuent une grande partie des prêts dans la région par leurs filiales locales), celles-ci poursuivent leur désendettement intentionnel, en limitant les crédits à la région. La demande intérieure demeure maussade en raison de la faiblesse des marchés du travail, la stagnation des salaires réels et l'austérité budgétaire. Malgré un desserrement des politiques monétaires, le crédit privé est resté faible. En Pologne, la croissance devrait ralentir à 2 % en 2013. Une croissance proche de zéro est prévue pour les petits pays d'Europe centrale axés sur l'exportation, tandis que les États baltes pourraient enregistrer une expansion à un taux moyen d'environ 3 %. L'inflation s'est ralentie début 2013 et devrait rester modérée dans l'avenir proche.

Économies en transition

20. Les performances économiques des pays de la Communauté d'États indépendants (CEI) et de la Géorgie devraient rester disparates en 2013. Selon les projections, la croissance de leur PIB global devrait baisser de 3,5 % en 2012 à 3,3 % en 2013. Si la conjoncture économique mondiale s'améliore progressivement, elle remonterait jusqu'à 3,9 % en 2014. Les perspectives des principaux exportateurs d'énergie de la région restent étroitement liées aux cours internationaux des produits de base, notamment les prix du pétrole et du gaz naturel, témoignant ainsi de la nécessité d'une diversification industrielle. Exerçant une forte influence sur ses voisins de la CEI par l'intermédiaire du commerce, des investissements étrangers directs et des transferts de fonds, la croissance économique de la Fédération russe devrait continuer à se ralentir, pour passer de 3,4 % en 2012 à 2,9 % en 2013, dans une conjoncture mondiale difficile. La demande intérieure se ralentit également sous l'effet d'une confiance fragilisée et d'une inflation modérée. La croissance devrait rester faible au Bélarus et en Ukraine. L'accès des pays de la CEI aux marchés financiers a été facilité par l'abondance des liquidités mondiales. Faisant face à d'importantes échéances de remboursement de sa dette extérieure en 2013, l'Ukraine pourrait cependant encore avoir besoin du soutien du Fonds monétaire international pour rétablir l'équilibre de sa balance des paiements. Sous l'impulsion principalement des secteurs non énergétiques, la croissance pourrait s'accélérer un peu en Azerbaïdjan. Les pays d'Asie centrale continueront à enregistrer des taux de croissance élevés grâce à des recettes d'exportations et des dépenses budgétaires importantes. Au Kazakhstan, la croissance pourrait s'accélérer grâce à l'exploitation d'un nouveau gisement de pétrole important en mer Caspienne. L'activité économique en Arménie, en Géorgie, au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan continuera d'être soutenue par les transferts de fonds des travailleurs migrants. L'inflation dans la région de la CEI devrait présenter des tendances divergentes en 2013, avec un ralentissement progressif prévu en Fédération de Russie.

21. Après l'entrée en récession de plusieurs d'entre eux en 2012, les pays de l'Europe du Sud-Est connaîtront une nouvelle année de résultat médiocre en 2013. Le PIB global de l'Europe du Sud-Est, qui s'est contracté de 1,1 % en 2012, ne regagnera que 1 % en 2013, puis 1,8 % en 2014 selon la projection. Ces résultats

médiocres tiennent à des conditions extérieures défavorables et à la faiblesse de la demande intérieure. La Grèce, l'Italie et la Slovénie étant des destinations d'exportation et des sources d'investissement direct étranger et de transferts de fonds d'importance pour l'Europe du Sud-Est, leur faiblesse demeure un fardeau grevant les perspectives à court terme de la région. Les taux élevés de chômage et la stagnation des salaires, assortis du désendettement des entreprises et des ménages et de l'absence de croissance des prêts, continuent de peser sur la consommation privée et l'investissement. Les économies de la région n'ont qu'une marge de manœuvre limitée, elles essayent de reconstituer leurs marges budgétaires et leurs politiques monétaires restent chevillées à l'euro par des contraintes officielles et officielles. La forte dépendance à l'égard du secteur bancaire grec présente un risque persistant pour la région.

Économies en développement

22. L'Afrique devrait enregistrer une croissance de 4,6 % en 2013 et de 5,1 % en 2014. Cela représente une très faible révision à la baisse, de 0,2 point de pourcentage pour l'année en cours, principalement due à l'effet négatif que le ralentissement de l'économie dans les pays développés a sur l'activité économique en Afrique. À l'horizon des prévisions, on compte, parmi les moteurs de croissance, une poursuite de la hausse de la production dans le secteur des ressources naturelles, qui rend possible une hausse des dépenses publiques, en particulier dans les ouvrages d'équipement. L'Afrique de l'Ouest, et notamment le Nigéria, bénéficieront du maintien des cours élevés du pétrole, en dépit d'une certaine baisse de la production. En même temps, les rapports de commerce et d'investissement que l'Afrique entretient avec les pays émergents et en développement devraient continuer de s'intensifier. Dans l'ensemble de la région, la hausse des revenus et l'urbanisation stimulent la croissance de la demande intérieure, ce qui atténue la vulnérabilité aux chocs économiques extérieurs. La diversification économique résultante, notamment celle des services (comme dans le secteur des télécommunications et de la construction), continuera à stimuler la croissance. En Afrique de l'Est, ces mêmes secteurs, ainsi qu'un secteur bancaire en plein essor, contribueront à la poursuite de l'expansion économique, notamment au Kenya. Freinée par l'Afrique du Sud dont le marché du travail est en proie à de graves difficultés, la croissance ne devrait se renforcer que lentement en Afrique australe. Un chômage élevé, assorti d'un sous-emploi considérable, reste un grave problème dans de nombreux pays. Selon les prévisions, le taux moyen d'inflation devrait rester modéré, en raison de la baisse du prix des denrées alimentaires et de la faible hausse des prix du pétrole. Cela ne saurait cependant voiler le fait que le taux d'inflation demeure obstinément élevé dans certains pays, comme le Soudan et le Malawi. L'Égypte fait face à une conjugaison dangereuse de prix en hausse, de subventions non viables à terme et d'une baisse des réserves de devises. Parmi les risques en perspective, on compte une aggravation du ralentissement économique mondial dont les conséquences seraient néfastes pour le commerce, le tourisme et les transferts de fonds des travailleurs migrants; une aggravation des répercussions que les difficultés budgétaires des pays développés ont sur les apports d'aide publique; et des conditions climatiques défavorables.

23. Après un ralentissement marqué depuis la mi-2011, la croissance économique en Asie de l'Est devrait reprendre légèrement pendant la période considérée. Après avoir chuté jusqu'à 5,9 % en 2012, le PIB de la région devrait, selon les prévisions,

remonter à 6,1 % en 2013, puis à 6,3 % en 2014, ce qui reste cependant bien en deçà des 7,1 % enregistrés en 2011. Cette légère accélération s'expliquerait par une croissance robuste de la demande intérieure et par une reprise graduelle des exportations rendue possible par une amélioration progressive de la conjoncture mondiale. L'économie chinoise est probablement entrée dans une phase de croissance ralentie. Conscient des problèmes structurels de fond de l'économie du pays, le nouveau Gouvernement chinois recherche une transition vers une croissance plus équilibrée, équitable et durable. Compte tenu de son expansion inférieure aux prévisions pendant le premier trimestre, la croissance annuelle de la Chine devrait atteindre 7,8 % en 2013, le même rythme qu'en 2012. Les pays de la région à revenus élevés et fortement axés sur l'exportation devraient connaître, pendant la période de prévisions considérée, une légère reprise en rapport avec une accélération de la demande mondiale. La croissance de ces économies restera toutefois inférieure à leur potentiel, notamment en République de Corée. En Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, le rythme de croissance devrait rester relativement soutenu en raison du dynamisme de la consommation et de la demande d'investissement. Dans la plupart des pays de la région, la demande intérieure sera soutenue par un marché du travail aux conditions stables, une forte croissance du revenu des ménages et des politiques monétaires accommodantes. Selon les projections, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation ne devrait s'accroître que légèrement jusqu'à 3,1 % en 2013, car la poursuite de la chute des cours mondiaux des produits de base, accompagnée d'une appréciation de la plupart des monnaies nationales, contribue à alléger les pressions inflationnistes. Malgré le refus prévisible des banques centrales d'augmenter leurs taux d'intérêt directeurs par crainte de provoquer une hausse excessive des entrées de capitaux, les politiques monétaires et budgétaires devraient se durcir légèrement pendant la période considérée.

24. Après avoir connu un fort ralentissement pendant les deux dernières années, l'Asie du Sud devrait enregistrer une reprise modérée. Selon les prévisions, le PIB de la région devrait monter à 4,7 % en 2013 puis à 5,4 % en 2014. Le redressement viendra en partie d'une reprise de la demande privée, déclenchée par l'assouplissement récent de la politique monétaire, et d'un renforcement progressif des exportations, dans une conjoncture mondiale en lente amélioration. Des paramètres structurels, comme une inflation forte et tenace, de lourds déficits budgétaires, des incertitudes politiques, des conditions de sécurité fragiles et des contraintes pesant sur les transports et l'énergie, maintiendront la croissance et l'investissement en deçà de leur potentiel. En Inde, la croissance annuelle a ralenti à 5,1 % en 2012, en raison d'une faiblesse persistante de l'investissement, d'une décélération considérable de la consommation des ménages et de la morosité des exportations. S'il est probable qu'en Inde la croissance a redémarré, son redressement sera plus lent que prévu, l'activité économique devant croître de 5,5 % en 2013 et 6,1 % en 2014. Le reste de la région reste caractérisé par de fortes disparités dans les résultats obtenus. En 2013, la croissance devrait s'échelonner de -0,3 % en République islamique d'Iran à plus de 6 % au Bangladesh et à Sri Lanka. La politique monétaire est entravée par la persistance d'un taux élevé d'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, dont la moyenne devrait s'établir à 12,4 % en 2013. Les pénuries d'énergie, le niveau élevé des prévisions inflationnistes, et les ajustements des tarifs des combustibles et de l'électricité devraient continuer à pousser les prix à la hausse. La marge des politiques

budgétaires est limitée par de lourds déficits budgétaires, atteignant plus de 5 % du PIB dans la plupart des pays.

25. La croissance économique en Asie occidentale a ralenti pendant le deuxième semestre de 2012, principalement en raison de l'affaiblissement de la demande extérieure, notamment celle provenant de la zone euro. La croissance économique de la plupart des pays exportateurs de pétrole est de plus en plus le fait des secteurs non pétroliers, qui sont faiblement diversifiés. L'activité économique s'est également ralentie dans les pays importateurs de pétrole, qui subissent les prix élevés des importations, le relâchement de la demande et le rétrécissement de la marge de manœuvre de la politique économique. Particulièrement touchés par la détérioration de la conjoncture mondiale, Israël et la Turquie ont accusé une forte baisse de leur croissance sur l'année. Selon les prévisions, la croissance économique moyenne de la région devrait augmenter légèrement, de 3,1 % en 2012 à 3,4 % en 2013, grâce à la production de gaz israélienne et au rebondissement de la demande des ménages en Turquie. Dans l'hypothèse d'une reprise progressive des économies développées à partir du deuxième trimestre de 2013, la croissance économique de la région devrait s'accélérer à 3,8 % en 2014. Plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont réduit leur production de pétrole au dernier trimestre de 2012, afin de résorber l'excès d'offre sur le marché et de maintenir des cours élevés. Pour la plupart des pays du CCG, les importantes dépenses publiques en cours dans les secteurs pétroliers et non pétroliers soutiennent l'investissement et la consommation. La guerre civile en République arabe syrienne continue à peser sur la façon dont les risques propres à la région sont perçus, notamment dans les pays voisins. Le commerce, le tourisme et les investissements sont restés peu actifs en Jordanie et au Liban.

26. Selon les prévisions, la croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait s'accélérer, pour passer de 3,0 % en 2012 à 3,6 % en 2013, et atteindre 4,2 % en 2014. Au Mexique et en Amérique centrale, l'activité économique devrait augmenter de 3,9 % en 2013, à un rythme similaire à celui des dernières années. La croissance restera toutefois très affectée par l'évolution de l'économie des États-Unis d'Amérique. En Amérique du Sud, la croissance se renforcera à 3,5 % en 2013 grâce à la reprise progressive des économies argentine et brésilienne. Le Brésil devrait enregistrer une croissance de 3,0 %, stimulée par un rebond de la demande d'investissement, après un assouplissement de la politique monétaire et une baisse des coûts de l'énergie et de l'impôt sur les salaires. En Argentine, le secteur agricole sera le moteur de la reprise, mais la confiance des entreprises reste précaire. La région des Caraïbes devrait connaître une croissance de 3,0 % en 2013, soit 0,5 point de pourcentage de plus qu'en 2012. Dans l'ensemble de la région, la demande intérieure continue à être soutenue par de solides marchés du travail, notamment en Amérique du Sud et au Mexique. À 6,4 % en 2012, le taux de chômage de la région a atteint son niveau le plus bas depuis plusieurs années, et restera probablement faible à court terme. La situation budgétaire de la région s'est légèrement détériorée en 2012, et la dette publique demeure élevée dans les pays de la région des Caraïbes. Toutefois, de nombreux pays, notamment en Amérique du Sud, réservent une marge aux politiques contracycliques. Les perspectives inflationnistes sont plutôt stables, l'inflation enregistrant sans doute une légère accélération en 2013 sous l'effet des politiques monétaires accommodantes de certains pays.

27. Les économies des pays les moins avancés (PMA) devraient enregistrer une forte accélération, leur croissance passant de 3,8 % en 2012 à 5,8 % en 2013. L'amélioration des conditions économiques et politiques au Soudan et au Yémen pèse beaucoup sur cette reprise, après une grave contraction au cours des deux dernières années. Les pays les moins avancés exportateurs de pétrole et de minerais continueront à bénéficier de cours relativement élevés des produits de base et d'investissements dans de nouvelles capacités de production. Ces pays demeurent, cependant, vulnérables à des fluctuations soudaines et brutales de la demande de produits de base. S'il est certain que de robustes exportations de produits de base peuvent beaucoup contribuer à l'élimination de la pauvreté et à l'augmentation des revenus, l'absence d'une répartition plus équitable des gains réalisés reste un problème fondamental dans plusieurs pays les moins avancés. Dans de nombreux PMA, le secteur agricole domine l'économie, conduisant à des résultats macroéconomiques instables, dépendants des conditions climatiques et du volume des récoltes. Ainsi par exemple, la croissance en Gambie devrait enregistrer un bond, pour passer de 2,4 % en 2012 à 8,2 % en 2013, grâce à une excellente récolte. Même si ce n'est pas la croissance suffisante pour réduire de façon plus conséquente le niveau de pauvreté, dans l'ensemble des pays les moins avancés, les remarquables résultats économiques obtenus se traduiront par un taux de croissance de 3,5 % par habitant en 2013.

Risques et incertitudes

28. L'économie mondiale continue à faire face à d'importantes incertitudes, les risques penchant toujours vers une dégradation. L'étude sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale en 2013 publiée en janvier a examiné trois principaux risques mondiaux et analysé leur impact potentiel sur la croissance mondiale : une forte aggravation de la crise de la zone euro; le mur budgétaire aux États-Unis; et un atterrissage brutal dans certains grands pays en développement. Depuis, certaines régions ont connu des améliorations, avec une réduction des risques à court terme, qui ne disparaissent pas pour autant. L'état actuel de ces trois risques est présenté ci-dessous.

29. Entre-temps, de nouvelles incertitudes sont apparues, notamment pour le moyen terme. En premier lieu, les mesures monétaires d'expansion adoptées dans certains pays développés pourraient avoir, à l'avenir, des effets assez défavorables sur la stabilité financière. Par exemple, les nouvelles politiques audacieuses adoptées par le Japon pourraient permettre d'inverser la faiblesse économique du pays, mais comportent également certains risques et incertitudes comme en témoigne déjà la forte dépréciation du yen. En second lieu, une période prolongée de faible croissance dans de nombreux pays à fort taux de chômage et investissements insuffisants pourrait entraîner, dans le monde entier, une production nettement inférieure à son potentiel à moyen terme. Ces facteurs et d'autres risques, notamment ceux qui sortent du domaine économique (comme les risques géopolitiques et les catastrophes naturelles), pourraient faire dérailler une reprise mondiale encore fragile. Cela pourrait conduire à une croissance de l'économie mondiale bien inférieure aux projections de base.

Risques certes diminués, mais encore bien présents, dans la zone euro

30. La crise de la zone euro demeure un risque majeur qui pèse sur l'économie mondiale, malgré les récentes décisions politiques qui ont diminué certains des

risques à court terme. Ainsi, le programme d'interventions – transactions monétaires directes – de la Banque centrale européenne et d'autres initiatives prises depuis la fin 2012 ont nettement réduit les risques souverains et le risque de dissolution de la zone euro. Cela explique pourquoi l'impasse politique en Italie et le plan de sauvetage des banques chypriotes n'ont causé que des perturbations limitées.

31. Des risques bancaires et budgétaires considérables demeurent malgré les progrès enregistrés. De nombreuses banques ont encore des bilans faibles, restent fragiles et pourraient être aculées à la faillite. En réalité, le plan de sauvetage récent de Chypre a aggravé les risques pesant sur le secteur bancaire en augmentant l'éventualité de ruées sur les banques. Cela a accru l'urgence de créer une union bancaire à l'échelle régionale, les incertitudes demeurant toutefois importantes sur le calendrier à suivre et la forme à adopter en définitive. En outre, malgré une amélioration des liquidités bancaires, il reste de grandes disparités du crédit dans l'ensemble de la région. Les conditions d'emprunt sont très rigoureuses dans les pays du Sud, notamment pour les petites et moyennes entreprises, mais nettement plus souples dans d'autres parties de l'Europe. L'accès actuellement insuffisant aux financements dans les pays en crise freine l'activité économique, aggrave le chômage et pourrait compromettre la reprise.

32. La baisse des rendements des titres d'État n'a cependant pas encore rompu le cercle vicieux formé par l'assainissement financier et le ralentissement économique. Les risques sur le plan budgétaire sont essentiellement liés aux pays qui n'atteignent pas leurs objectifs budgétaires et doivent prendre des mesures d'austérité supplémentaires. Bénéficiant déjà de programmes d'aide, ces pays devront appliquer des mesures d'assainissement financier et de restructuration convenues. Ces mesures pourraient s'avérer onéreuses, comme en témoigne le règlement ardu de la récente crise chypriote, qui a révélé que le soutien accordé aux programmes d'aide s'était refroidi. Quant aux pays ne bénéficiant pas de programmes d'aide, la question fondamentale est de savoir s'ils seront forcés d'adopter de nouvelles mesures, étant donné qu'ils ne réussiront probablement pas à atteindre leurs objectifs présents de réduction du déficit budgétaire.

Les conséquences du mur budgétaire sont évitées, mais des incertitudes appréciables demeurent

33. Aux États-Unis, grâce à un accord conclu en mars 2013 au sujet des réductions d'impôts de la période Bush, prorogeant la plupart d'entre elles mais pas toutes, on a pu éviter les effets du mur budgétaire. Mais le Congrès n'a pas pu se mettre d'accord sur un plan de réduction du déficit budgétaire, et cela a eu pour effet de déclencher des réductions automatiques et uniformes des dépenses (« sequestration ») à concurrence de 1 200 milliards de dollars au cours des neuf prochaines années. Pour le reste de l'exercice budgétaire 2013, on estime qu'il en résultera une réduction de 85 milliards de dollars des dépenses publiques. Dans le scénario de référence, on fait l'hypothèse que cette réduction uniforme des dépenses publiques sera remplacée à la fin de l'actuel exercice budgétaire (septembre 2013) par un nouvel accord prévoyant à la fois certaines augmentations d'impôts et une réduction des dépenses publiques moins accusée. On estime aussi que le Congrès relèvera en mai 2013 le plafond de la dette publique.

34. Cependant, des incertitudes et des risques importants persistent. Le blocage politique pourrait empêcher de relever le plafond de la dette publique et la réduction

générale et uniforme des dépenses publiques pourrait se poursuivre en 2014 et au-delà. L'éventualité que le secteur privé ne s'adapte pas simplement à cette réduction générale et uniforme des dépenses publiques constitue un risque supplémentaire. Si l'un quelconque de ces risques se concrétise, la croissance économique en 2013-2014 sera nettement inférieure à ce qui est projeté dans le scénario de base. L'impasse politique et un nouveau train de restrictions budgétaires pourraient entamer la confiance des consommateurs et des entreprises et cela amènerait un affaiblissement des dépenses de consommation, des investissements des entreprises et de l'embauche. Cela, à son tour, compromettrait la reprise dans le secteur de la construction de logements.

Risques de ralentissement de l'économie dans certains grands pays en développement

35. Plusieurs grands pays en développement, notamment le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, ont connu un ralentissement appréciable de la croissance de leur PIB au cours des deux dernières années, en raison à la fois d'une conjoncture extérieure fragile et d'obstacles intérieurs. Dans le scénario de référence pour 2013-2014, la croissance dans certains de ces pays devrait repartir, comme au Brésil et en Inde, et se stabiliser dans d'autres, comme la Chine. Pour certains pays, cependant, le risque d'un ralentissement considérable de la croissance demeure présent.

36. En Chine, par exemple, l'activité économique s'est à nouveau ralentie au premier trimestre de 2013, la croissance ne dépassant pas 7,7 % d'un an sur l'autre et 1,6 % d'un trimestre au suivant. Alors que la projection de base prévoit une stabilisation de la croissance entre 7 % et 8 % pour les années qui viennent, il est possible qu'elle ne dépasse pas environ 5 %. Pour l'économie chinoise, les principaux risques sont liés à la spéculation immobilière, à l'essor spectaculaire des activités bancaires parallèles, au manque de transparence de la dette des collectivités locales, à l'excès de capacité constaté dans plusieurs grands secteurs industriels et aux difficultés de la restructuration et des réformes économiques. Les autorités chinoises, jusqu'à présent, n'ont guère progressé dans la solution de ces problèmes liés entre eux en dépit d'efforts des équipes dirigeantes à cet effet. Après une brève stabilisation, les prix immobiliers ont commencé à augmenter à nouveau en 2012, ce qui a déclenché, au début de 2013, un nouveau cycle de mesures restrictives. L'endettement des collectivités locales, au moyen d'instruments financiers spéciaux et grâce aux activités bancaires parallèles, qui contournent la réglementation et les moyens de contrôle classiques des banques, a fortement augmenté au cours des dernières années. L'encours des emprunts contractés auprès des institutions financières parallèles aurait représenté entre 30 % et 40 % du PIB à la fin de 2012. La croissance du PIB continue à dépendre dans une large mesure des investissements publics. Il en résulte que l'actuelle restructuration économique, qui cherche à augmenter la part de la consommation dans le PIB et à réduire celle de l'investissement, comporte un risque de ralentissement trop rapide de la croissance. Sans des mesures décisives, un nouveau ralentissement de la croissance du PIB et l'aggravation des risques financiers pourraient se renforcer mutuellement dans une sorte de cercle vicieux. Comme il est indiqué dans le rapport sur la *Situation et les perspectives de l'économie mondiale en 2013*, une baisse de la croissance chinoise à 5 % aurait un impact très appréciable sur l'activité économique, en particulier dans les pays en développement exportateurs de produits de base.

Problèmes du choix des politiques

37. Dans le monde, les responsables des politiques macroéconomiques devraient chercher surtout à soutenir une reprise robuste de l'économie, notamment en vue de créer des emplois. L'orientation de la politique économique et le dosage des différentes mesures prises dans les différents pays devraient cependant reposer sur les caractéristiques de chacun de ceux-ci tout en prenant en considération les arbitrages potentiels et les contraintes institutionnelles et financières. La coordination internationale des politiques économiques devrait être améliorée de façon à atténuer les retombées négatives entre pays, réduire le protectionnisme, encourager une coopération en vue de réformer le système financier international et assurer aux pays les moins avancés des apports suffisants de ressources.

Politiques budgétaires

38. L'orientation de la politique budgétaire dans la plupart des pays en développement, à l'exception frappante du Japon, devrait continuer à viser un resserrement en 2013, celui-ci devant dans une certaine mesure s'atténuer dans certains pays en 2014. Aux États-Unis, la réduction automatique et uniforme des dépenses publiques a été activée en mars 2013. Le niveau des dépenses publiques réelles devrait diminuer de façon marquée, de 4 % en 2013, et à nouveau de 1 % en 2014, même s'il est possible que certaines de ces réductions soient moins prononcées dans le cadre de nouveaux accords qui seraient conclus à la fin de 2013. Dans la zone euro, les pays qui connaissent une crise de la dette ou qui sont en difficulté du fait de leur endettement demeurent engagés dans de vastes programmes d'assainissement financier, mais le calendrier de réalisation des objectifs fixés a dans certains cas été retardé. Les pays dont les difficultés budgétaires sont légères, comme l'Allemagne, devraient donner une orientation plus neutre à leur politique budgétaire. Le nouveau pacte budgétaire de l'Union européenne, qui prescrit de limiter les déficits structurels des budgets publics, est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2013. La politique budgétaire dans la région européenne demeurera donc restrictive au cours des quelques prochaines années. Mais contrairement à la tendance observée dans les pays développés, le Gouvernement japonais a lancé un nouvel ensemble de mesures de relance budgétaire qui représente environ 2,2 % du PIB pendant l'exercice budgétaire 2013, alors même que le déficit budgétaire et l'endettement du Japon sont parmi les plus élevés des pays développés.

39. Dans beaucoup de pays développés, le resserrement de la politique budgétaire s'explique par les craintes au sujet de la viabilité à terme de la dette. Toutes choses égales par ailleurs, plus la dette représente une proportion importante du PIB, plus s'élève la part des dépenses publiques qui est consacrée au service de la dette. Ainsi, une augmentation continue de l'endettement d'un pays aboutit un jour ou l'autre à une crise. Cependant, la viabilité à terme de la dette ne résulte pas d'un seul facteur, celui du rapport de la dette au PIB au-dessus d'un seuil fixé à l'avance. Elle dépend au contraire d'un ensemble complexe de variables, comme les taux d'intérêt, la croissance potentielle du PIB, la part de la dette qui est détenue par des investisseurs étrangers, la composition de la dette par monnaie et la structure des échéances, le taux d'épargne intérieure, l'équilibre des comptes extérieurs, la structure des dépenses et des recettes publiques et les caractéristiques démographiques du pays. La grande diversité de ces variables explique pourquoi certains pays connaissent une crise de la dette alors même que leur endettement est modéré tandis que d'autres restent solvables avec un taux d'endettement plus élevé.

40. Dans la plupart des pays développés, la difficulté pour les responsables de la politique budgétaire est d'encourager une reprise robuste de la production et de l'emploi à court terme. Selon des études récentes, les effets négatifs du resserrement budgétaire sur la production et l'emploi dans la situation économique actuelle sont plus importants que ce qu'on avait prévu initialement, en particulier quand plusieurs pays s'efforcent simultanément de rendre plus restrictive leur politique budgétaire. C'est pourquoi les pays où les coûts de financement sont faibles et le chômage élevé devraient différer le resserrement de la politique budgétaire jusqu'à la reprise de l'économie. En même temps, les responsables de la politique économique devraient définir un plan crédible d'assainissement financier. Les pays qui traversent une crise de la dette ou dont les coûts de financement sont élevés pourraient être amenés à concentrer en début de période les mesures d'assainissement financier, mais ils doivent préserver des mesures adéquates de protection sociale pour les groupes les plus vulnérables et continuer à investir dans le capital humain, de façon à prendre les mesures de réforme structurelle nécessaires pour améliorer à long terme la productivité. Les réductions des dépenses publiques doivent aller de pair avec des mesures d'augmentation des recettes, notamment des mesures visant à réduire la fraude fiscale et les formes les plus agressives d'évasion fiscale, qui entraînent chaque année la perte de centaines de milliards de dollars de recettes publiques.

41. Par contraste, la plupart des pays en développement et des pays en transition devraient adopter une politique budgétaire relativement neutre, avec, dans certains pays comme le Brésil et la Fédération de Russie, un léger resserrement et au contraire une expansion modérée dans d'autres comme la Chine et la République de Corée. Alors que ces pays ont un déficit public et un endettement moins élevés que les pays développés, leur situation budgétaire est généralement plus précaire qu'avant la crise financière mondiale. Dans ces pays, la structure et la composition des dépenses et des recettes publiques doivent être accordées aux priorités nationales. Dans certains pays comme la Chine, il est souhaitable d'augmenter la proportion des dépenses publiques qui est affectée à la protection sociale, aux soins de santé et à l'éducation; d'autres pays, comme le Brésil et l'Inde, doivent augmenter les dépenses consacrées aux investissements d'équipement. À long terme, la politique budgétaire doit servir à guider la transformation du modèle de développement de ces pays vers un système plus équitable et plus viable à terme, par exemple par des investissements publics dans les écotechnologies.

42. Dans les pays les moins avancés (PMA), l'équilibre budgétaire demeure compromis par des pressions venant de plusieurs fronts. Il faut augmenter les dépenses publiques pour tenter de résoudre divers problèmes graves alors même que la capacité de collecter les recettes publiques est souvent très réduite. Comme bien souvent dans ces pays l'aide publique au développement représente une part notable des recettes publiques, ils subissent de plein fouet les effets de l'austérité budgétaire qui prévaut dans les pays développés.

Politique monétaire

43. Les grands pays développés ont récemment renforcé les mesures de politique monétaire aussi bien quantitatives que qualitatives dans l'espoir de compenser les effets négatifs d'un resserrement de leur politique budgétaire sur la production et l'emploi. Les taux d'intérêt directeurs dans ces pays devraient rester nuls ou presque nuls en 2013-2014. Les banques centrales continueront à appliquer des programmes ambitieux d'achats d'actifs financiers. Un trait nouveau de ces politiques est le

caractère ouvert de la stratégie suivie, qui ne définit ni le montant total ni la durée de ces achats d'actifs. Cette stratégie semble avoir mieux que les démarches intermittentes réussi à stabiliser les anticipations des marchés financiers. Les principales banques centrales ont également amélioré la publicité de leurs objectifs en précisant clairement leurs intentions, afin de réduire l'incertitude des consommateurs et des investisseurs. Par exemple, la Banque fédérale de réserve des États-Unis a précisé les directives avancées concernant le trajet prévisible de l'évolution des taux d'intérêt versés sur les fonds fédéraux; elle a ainsi indiqué que le taux directeur resterait à l'actuel niveau exceptionnellement bas aussi longtemps que le taux de chômage resterait supérieur à 6,5 % et le taux d'inflation projeté inférieur à 2,5 %. La Banque du Japon a de même bien précisé son objectif, un taux d'inflation de 2 % en 2015.

44. Dans les pays développés, les responsables de la politique monétaire se trouvent aux prises avec d'importants problèmes. L'un d'eux est de savoir quand et comment mettre un terme aux programmes d'achats massifs d'actifs financiers afin de mieux maîtriser l'inflation et d'éviter les risques d'instabilité financière. Par exemple, ces achats peuvent contribuer à retarder l'assainissement des bilans de certaines banques, conduire à des augmentations excessives des prix des actifs et encourager l'endettement et la prise de risques. La vente des titres détenus par les banques centrales pourrait alors déclencher une augmentation brutale des taux d'intérêt à long terme, qui se traduirait par des pertes pour les détenteurs d'obligations et une baisse des cours de ces actifs. Les banques centrales devraient donc se doter d'un mécanisme prospectif leur permettant d'atténuer l'instabilité financière au moment où les effets de ces mesures non classiques cesseront de jouer. Elles devraient également mettre au point une stratégie de sortie à moyen terme et donner les directives voulues pour aider à fixer les anticipations inflationnistes.

45. L'orientation de la politique monétaire est variable dans les pays en développement et en transition. Tout récemment, plusieurs de ces pays, comme l'Inde, ont réduit les taux d'intérêt pour contrecarrer le ralentissement de la croissance tandis que d'autres, comme la Chine, se sont contentés d'agir principalement par des opérations sur les liquidités sans réduire les taux d'intérêt directeurs. Dans la Fédération de Russie, la politique monétaire reste d'orientation restrictive en raison du niveau élevé de l'inflation. Les problèmes que rencontrent les autorités monétaires dans les pays en développement et les pays en transition sont également variables. Une majorité de ces pays doit toujours adopter une orientation légèrement accommodante de la politique monétaire pour stimuler la croissance, en particulier celle de la demande intérieure, la demande extérieure continuant à être anémique. Quelques pays où les pressions inflationnistes sont lourdes devront peut-être adopter une position neutre ou une orientation légèrement restrictive de leur politique monétaire.

46. L'un des problèmes que rencontrent les autorités monétaires aussi bien des pays en développement que des pays en transition est de savoir comment éviter les retombées sur leur économie des mesures non classiques de création monétaire que prennent les pays développés, par exemple l'instabilité accrue des apports de capitaux et la volatilité des cours internationaux des produits de base, ainsi que les pressions à la hausse qui s'exercent sur certaines monnaies. Dans certains cas, les autorités monétaires devront peut-être recourir à un contrôle des entrées de capitaux à court terme et à des mesures macroprudentielles.

Coordination internationale des politiques

47. Tout récemment, le Groupe des 20 a réaffirmé son plan lancé en 2009 en vue d'une croissance vigoureuse, durable et équilibrée. Dans ce plan, les membres du Groupe des 20 qui ont un déficit de leur compte courant, principalement les États-Unis, se sont engagés à suivre des politiques encourageant l'épargne privée et à réduire leur déficit budgétaire. Les membres où il existe un excédent courant ont accepté de renforcer les facteurs intérieurs de croissance économique, par exemple en réduisant les distorsions qui existent sur leur marché financier et en améliorant la productivité du secteur des services ainsi que la protection sociale.

48. Les déséquilibres des comptes courants entre les principaux pays se sont résorbés par rapport à leurs niveaux d'avant la crise financière. Le déficit extérieur des États-Unis serait de moins de 3 % du PIB en 2013, alors qu'il atteignait un maximum de 6 % du PIB en 2006. Les excédents de la Chine, du Japon et d'un groupe de pays exportateurs de pétrole ont également diminué, et l'excédent de la Chine, par exemple, est passé de 10 % de son PIB en 2007 à 2 % environ actuellement. La coordination internationale des politiques macroéconomiques devrait donc, à ce stade, chercher à accélérer la reprise au niveau mondial et la création d'emplois, et non pas nécessairement à réduire à court terme les déséquilibres des comptes courants entre grands pays.

49. La coordination internationale des politiques économiques est également nécessaire pour réduire les retombées des politiques monétaires inhabituelles adoptées dans certains pays développés. Il est en effet dans l'intérêt aussi bien des émetteurs que des détenteurs de titres libellés dans une monnaie de réserve de préserver une valeur stable de cette monnaie. En même temps, il est important pour tous les pays d'améliorer la croissance dans les pays où l'économie est déprimée et qui sont également des émetteurs importants de devises. Cependant, ces politiques de soutien à la croissance risquent d'avoir l'inconvénient d'entraîner une dépréciation de certaines monnaies. Les banques centrales des principaux pays ont donc la tâche difficile de trouver un bon équilibre entre ces deux objectifs connexes. L'excessive volatilité des mouvements de capitaux et des cours internationaux des produits de base devrait être atténuée, car elle est particulièrement néfaste pour les pays en développement en raison de l'exiguïté de leur marché et de leur capacité limitée de se protéger contre la spéculation.

50. La coopération et la coordination internationales des politiques sont également nécessaires pour faire progresser les réformes engagées, sur plusieurs fronts, du système financier international. Cinq ans après qu'a éclaté la crise financière mondiale, la réforme de la réglementation financière progresse trop lentement, et se heurte à la résistance grandissante du secteur financier. Certains progrès ont bien été accomplis dans l'amélioration des normes financières mondiales appliquées dans le secteur bancaire. Une bonne dizaine de pays ont promulgué la réglementation d'application de l'accord de Bâle III, et d'autres pays se sont engagés à le faire en 2013. La réforme des produits dérivés négociés de gré à gré a également progressé. En revanche, l'idée que des banques seraient trop grosses pour faire faillite n'est pas encore complètement abandonnée et les recommandations formulées par le Conseil de stabilité financière au sujet du contrôle et de la réglementation du secteur bancaire parallèle n'ont pas encore été publiées. Des efforts plus vigoureux sont nécessaires pour résoudre les problèmes de l'évasion fiscale internationale, en particulier dans les paradis fiscaux.

51. La phase actuelle de la réforme du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale doit être menée à son terme de façon à ce que leurs structures de gouvernance soient plus représentatives, mieux adaptées et plus responsables. Si, depuis 2010, des progrès ont bien été faits vers la ratification de la réforme des quotas et de la gouvernance du Fonds, la procédure n'est pas encore achevée. Le nouvel examen de la formule de calcul des quotas du FMI doit être rapidement mené à son terme afin d'améliorer la participation des pays en développement aux décisions du Fonds.

52. La coopération internationale sur les politiques doit également viser à assurer des ressources suffisantes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, dont la marge de manœuvre budgétaire est limitée et qui ont de vastes besoins de financement pour leur développement durable et la réduction de la pauvreté. Les apports d'aide publique au développement ont diminué en termes réels en 2011 et 2012. Alors qu'il reste moins de 1 000 jours avant la date butoir de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les donateurs internationaux doivent redoubler d'efforts pour honorer les engagements qu'ils ont pris. Ces ressources sont indispensables pour les pays en développement afin de leur permettre d'accélérer la réalisation des objectifs avant la fin de 2015 et de poser ainsi les bases d'un développement durable à long terme après 2015.
